

Se mobiliser pour la Constitution européenne

Par Edmond Maire

Article paru dans *Le Monde* du 27.04.05

LA CONSTITUTION européenne est notre avenir : c'est le message du mouvement syndical européen aux travailleurs français, au peuple français.

Soixante millions de syndiqués européens s'inquiètent. Leurs amis français vont-ils abandonner le combat historique pour la paix et le progrès social ?

D'abord la paix, rien n'est plus important. Tirant les leçons des millions de morts, victimes des guerres civiles européennes, et de la misère sociale engendrée par ces conflits, les peuples d'Europe ont entamé, il y a plus de cinquante ans, la construction de la paix en Europe.

Sous l'impulsion initiale de la France et de l'Allemagne, 6 pays, puis par une progression lente et régulière 9, 10, 12, 15 et aujourd'hui 25 pays ont construit l'Union européenne (UE), affaibli les dictatures puis consolidé les démocraties en Espagne, en Grèce, au Portugal, résisté à l'Union soviétique, rassemblé les pays d'Europe centrale et orientale. Et, bon an, mal an, le processus se poursuit.

Demain, les peuples des Balkans dépasseront à leur tour leurs affrontements ancestraux grâce à l'Union européenne, qui cimentera la paix dans tout le continent. A une condition cependant : que le processus historique, porteur d'un approfondissement de la paix et de la démocratie, ne soit pas stoppé par un rejet de la Constitution européenne. Car alors, n'en déplaise aux bonimenteurs, l'Europe et la paix en Europe entreraient inévitablement dans un processus de stagnation, de déconsolidation, de fragilisation de la paix.

Car qui n'avance pas, recule. Les bâtisseurs le savent : laisser une construction inachevée, c'est la condamner à se désagréger peu à peu sous l'effet de la pluie et des bourrasques.

Laisser la Maison commune européenne en plan, sans autorité politique démocratique renforcée et reconnue, c'est laisser les tensions s'aggraver entre pays à niveaux de vie très différents, c'est accroître les ressentiments des peuples récemment entrés dans l'Union et dont on briserait l'espérance, c'est entrer dans un cycle dangereux, y compris

pour la paix. Le mouvement syndical européen, qui depuis ses origines n'a cessé de lutter pour la paix, est en droit de crier casse-cou.

Deuxième sujet majeur d'inquiétude de nos amis européens : les Français vont-ils abandonner le combat historique pour le progrès social ? Car c'est aussi de cela qu'il s'agit.

Les syndicats européens ont une expérience commune. Tous, nordiques ou méditerranéens, anglosaxons ou ibériques ont appris que la conquête des droits est fondamentale, un préalable au progrès des conditions de travail et de vie.

C'est la raison des manifestations importantes organisées par la Confédération européenne des syndicats – comme à Nice en décembre 2000 – pour faire inscrire la Charte des droits fondamentaux dans le traité constitutionnel. Cette charte place les droits sociaux sur un pied d'égalité avec les droits politiques et économiques. Après une longue bataille, syndicale, associative et politique, elle a été incluse dans le traité. S'il est ratifié, les droits sociaux fondamentaux auront une base juridique contraignante. De déclaratoires, ils deviendront opérationnels. La Cour de justice européenne pourra être saisie, par exemple, des violations à l'égalité des droits hommes-femmes, des discriminations à l'encontre des minorités, des atteintes aux droits de l'homme au travail.

Mais si le traité n'est pas ratifié, la stagnation des droits sociaux est certaine ; les salariés les plus mal lotis et les peuples des pays les moins avancés d'Europe resteront à la traîne. Un refus du traité par les Français serait ressenti comme une gifle, un déni de solidarité par les peuples de nombreux pays.

A l'inverse, l'adoption de la Constitution européenne permettra de faire de la charte un tremplin pour faire progresser le contenu des accords contractuels européens qu'ils soient d'entreprise, de branche d'activité ou interprofessionnels. Elle permettra de peser plus fort pour le plein-emploi, inscrit dorénavant lui aussi dans le traité. Elle donnera des atouts pour se battre en faveur d'une politique économique européenne, d'un gouvernement économique européen qui adopte cette priorité comme objectif majeur. Elle consolidera le nécessaire dialogue social européen.

La route sera ardue, certes. Qui peut s'en étonner ? Aucun progrès social ne peut être obtenu sans une longue mobilisation, l'expérience l'atteste. Encore faut-il partir d'une base solide, celle qu'offre la Constitution. Mais elle – un gouvernement économique européen

créant les conditions de plein emploi - n'a aucune chance de voir le jour.

Au total, un non français serait un énorme gâchis, un coup fatal porté pour de longues années à la consolidation de la paix en Europe et aux chances du progrès social. Il serait ressenti par les peuples du continent comme la fin d'une grande ambition française.

Et puis, il faut le dire à ceux qui sont troublés par le flot des contrevérités déversées par les adversaires du traité, une Europe affaiblie et sans ambition ne peut apporter aucune réponse aux ressentiments à l'encontre des dirigeants politiques et économiques, aux craintes devant les délocalisations, aux menaces sur les services publics. Au contraire, une Europe plus forte et plus démocratique, grâce à la Constitution, donnera des moyens supplémentaires pour faire face à l'adversité et défendre l'intérêt général.

Alors ce refus, au profit de qui ? D'une coalition de mécontentements politiques, de petits calculs politiques, sans objectifs communs, sans avenir ? Au profit de ceux qui vivent au chaud, dans une nostalgie néocommuniste à gauche de la gauche, dans des fantasmes néofascistes, à droite de la droite ?

Le mouvement syndical européen s'inscrit en faux contre les semeurs d'illusions qui n'hésitent pas à dénaturer les enjeux du traité constitutionnel. Les progrès sociaux ont été construits, pierre à pierre, par des luttes sociales et politiques responsables sans jamais refuser un progrès portant sur les droits fondamentaux. L'Europe c'est aujourd'hui notre cadre commun, notre outil. Dans l'histoire ouvrière, briser l'outil, c'est du sabotage.

Pour les peuples d'Europe qui construisent depuis plus de cinquante ans leur avenir commun, l'Union de l'Europe est en marche. Il serait irresponsable de briser son élan.